

Budget 2021- Réflexions et analyses

20 avril 2021



Graham Fox
DIRECTEUR PRINCIPAL

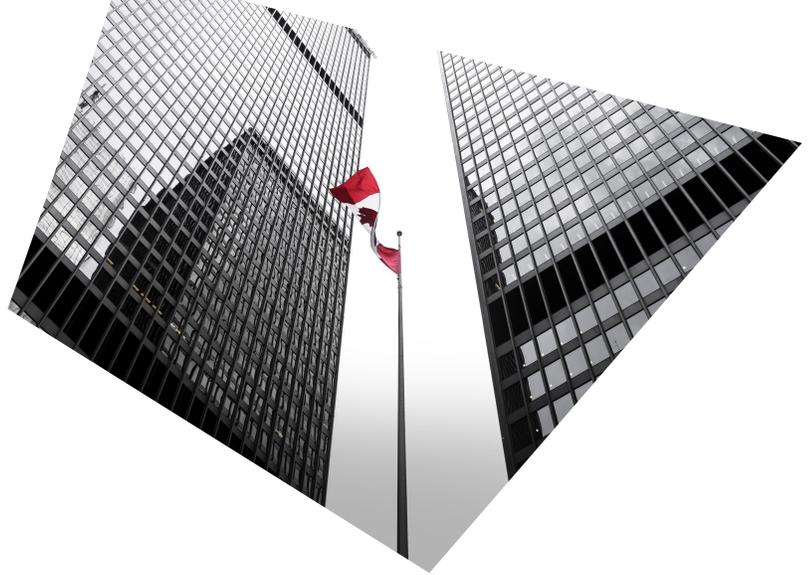
Il ne faut jamais négliger une bonne crise

Il semblerait que le gouvernement Trudeau ait pris à cœur le conseil de Sir Winston Churchill. Au-delà de la réponse à la pandémie, le budget 2021 pourrait modifier fondamentalement le rôle du gouvernement fédéral et transformer sa relation avec les Canadiens.

En supposant que toutes les initiatives annoncées aujourd'hui soient mises en œuvre, ce budget multipliera les points de contact d'Ottawa avec les citoyens : engagement sans précédent du gouvernement fédéral en matière de politiques sociales dans les domaines de l'éducation de la petite enfance et des soins de longue durée, soutien direct aux PME et réaction politique aux répercussions inévitables de la pandémie sur les femmes, les Autochtones et les Canadiens racialisés.

La conciliation de ce budget avec la réalité fédérale au Canada constituera un défi énorme. Plus que les réactions des partis d'opposition, ce sont les négociations avec les provinces qui détermineront le caractère ambitieux des mesures annoncées aujourd'hui et, finalement, l'atteinte de l'objectif du gouvernement de *rebâtir en mieux*.





Aperçu du budget 2021

La ministre des Finances du Canada, Chrystia Freeland, a présenté hier son premier budget. Il s'agit du premier budget depuis l'élection du gouvernement libéral minoritaire en octobre 2019, et du premier budget en plus de deux ans.

Thèmes principaux

En finir avec la COVID-19

- Le gouvernement fédéral prolongera les mesures d'aide relatives à la COVID-19 selon un plan de 12 milliards de dollars. Cela comprend les programmes existants ainsi que des fonds visant à favoriser la formation et l'emploi.
- Reconnaissant le débat relatif aux jours de congé de maladie payés en Ontario, le gouvernement a annoncé qu'il prolongerait la période de prestations de maladie de l'assurance-emploi, qui passerait de 15 à 26 semaines.
- Pour lutter contre la pandémie de COVID-19, les libéraux ont annoncé de nouvelles mesures de dépenses pour les aînés, la recherche biomédicale, ainsi que du financement pour les interventions en santé mentale :
 - 3 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, pour aider les provinces et les territoires à établir et à maintenir des normes de soins élevées dans les établissements de soins de longue durée;
 - 2,2 milliards de dollars au cours des sept prochaines années pour stimuler le secteur canadien de la recherche biomédicale et des sciences de la vie, notamment pour le développement de vaccins;
 - 424 millions de dollars en 2021-2022 pour assurer la réouverture sécuritaire des frontières du Canada, au moyen du financement de protections supplémentaires dans le secteur du transport aérien et de mesures de quarantaine obligatoire;
 - 100 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour des projets d'interventions en santé mentale pour les groupes touchés de manière démesurée par la COVID-19, comme le personnel du secteur des soins de santé et les travailleurs de première ligne; et
 - 41,3 millions de dollars sur six ans, à compter de 2021-2022, pour aider Statistique Canada à améliorer l'infrastructure de données et la collecte de données.



Aperçu du budget 2021

Créer des emplois et de la croissance

- Pour lutter contre le chômage, le budget fédéral de 2021 prévoit un engagement à créer 500 000 possibilités de formation et d'emploi au cours des cinq prochaines années et réserve des milliards de dollars en nouvelles dépenses visant à favoriser l'innovation.
- Le budget 2021 propose de fournir un financement de 700 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2021-2022, aux agences de développement régional pour appuyer le financement des entreprises.
- Le gouvernement a également annoncé une augmentation de l'Allocation canadienne pour les travailleurs de l'ordre de 8,9 milliards de dollars au cours des six prochaines années. Le gouvernement prévoit ainsi qu'un million de Canadiens supplémentaires seront admissibles à la prestation, et souhaite inciter les deuxièmes apporteurs de revenu à réintégrer le marché du travail en faisant passer à 22 944 \$ le niveau à partir duquel la prestation commence à être réduite dans le cas des personnes seules sans enfants.
- Pour soutenir les entrepreneurs et les petites entreprises, le budget prévoit 214 millions de dollars au cours de la prochaine année, dans le cadre d'une affectation globale de 921 millions de dollars sur les cinq prochaines années pour appuyer les entrepreneurs, y compris un financement réservé aux femmes et aux entrepreneurs racialisés.
- En outre, le gouvernement lancera le Programme canadien d'adoption du numérique, qui aidera les entreprises à assumer le coût de nouvelles technologies et leur offrira l'aide de jeunes Canadiens formés pour contribuer à la création de nouvelles possibilités en matière de commerce électronique.
- Enfin, 7,2 milliards de dollars supplémentaires seront versés dans le Fonds stratégique pour l'innovation au cours des sept prochaines années, notamment des montants précis qui seront affectés à des projets dans les secteurs des sciences de la vie, de l'automobile, de l'aérospatiale et de l'agriculture.
 - 5 milliards de dollars seront affectés à l'accélérateur net zéro du Fonds, qui appuie des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.



Aperçu du budget 2021

Une reprise résiliente et inclusive

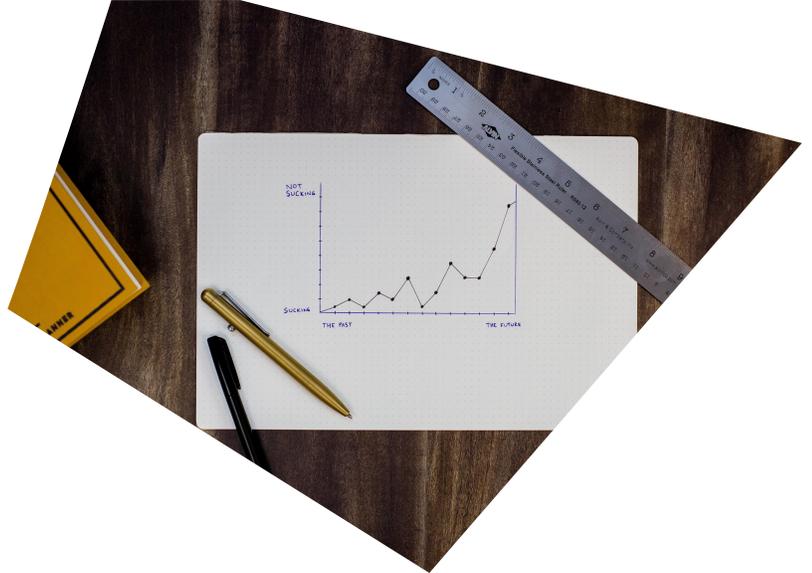
- Le gouvernement fédéral a annoncé un montant de 30 milliards de dollars dans les cinq prochaines années pour l'éducation de la petite enfance, un financement permanent et continu pour la mise en œuvre du plan national et la création d'un plus grand nombre de places en garderie, notamment pour les familles autochtones et les enfants handicapés. L'objectif est de parvenir à un coût moyen de 10 \$ par jour d'ici 2026.
- En ce qui concerne les aînés, le gouvernement tient sa promesse de bonifier la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus, en offrant jusqu'à 766 \$ de plus aux personnes âgées admissibles dès la première année.
- En matière de changements climatiques, le gouvernement propose :
 - Un plan vert pour établir un cadre fédéral permettant aux investisseurs d'aider à financer les initiatives du Canada liées aux changements climatiques;
 - 4,4 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour offrir des prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$ pour des projets de rénovation domiciliaire respectueux de l'environnement; et
 - Une réduction de 50 % du taux d'imposition général des sociétés et des petites entreprises pour les entreprises qui produisent des technologies sans émissions de gaz à effet de serre, à compter de 2022.



Aperçu du budget 2021

Un gouvernement équitable et responsable

- Afin de s'attaquer au déficit, la vice-première ministre a également annoncé des mesures que le gouvernement pourrait prendre pour augmenter les recettes et réduire les dépenses :
 - Une taxe nationale sur les biens immobiliers vacants appartenant à des non-Canadiens et à des non-résidents, qui devrait rapporter 700 millions de dollars sur une période de quatre ans, à compter de 2022-23;
 - Une taxe sur des biens de luxe tels que les voitures et les avions privés dont le prix de vente est supérieur à 100 000 \$ et les bateaux à usage personnel qui coûtent 250 000 \$ ou plus. Le gouvernement estime que cette mesure rapportera 604 millions de dollars sur cinq ans;
 - Mise en place d'une taxe sur les services numériques au taux de 3 % sur les revenus des géants du web qui utilisent du contenu canadien. On estime que cette mesure rapportera 3,4 milliards de dollars de recettes au cours des cinq prochaines années, dès cette année; et
 - Une réduction des dépenses de déplacement pour les ministères qui voyagent le plus, visant à économiser 1,1 milliard de dollars sur cinq ans, et ce, dès cette année.



Notre analyse

La voie vers la relance économique du Canada

Avec la troisième vague de COVID-19 qui balaie le pays, nous constatons que les prévisions en matière de relance économique et de croissance au Canada s'appuient en grande partie sur des données incomplètes. Une enquête auprès d'économistes du secteur privé, sur lequel les projections budgétaires du gouvernement sont établies, a été effectuée avant les plus récentes mesures de confinement, et prévoit une saine croissance du PIB réel de 5,8 % en 2021 et de 4 % en 2022, une perspective nettement plus optimiste que celle présentée lors de l'Énoncé économique de l'automne.

Le plan de relance du gouvernement est ambitieux, mais il comporte de nombreuses incertitudes. Dans le but de rétablir les niveaux d'emploi antérieurs à la pandémie au Canada, le gouvernement mobilise 3 % du PIB, c'est-à-dire 100 milliards de dollars, sur trois ans pour financer la relance. La vice-première ministre n'a pas lésiné sur les moyens, les dépenses sont supérieures aux prévisions de l'automne et dépassent les mesures de relance prévues par de nombreux pays comparables au Canada.

Le plan de relance ratisse large et prévoit des nouvelles dépenses importantes dans les secteurs de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants (30 milliards de dollars), de la lutte contre les changements climatiques (17,6 milliards de dollars), des nouvelles mesures de soutien pour les PME (16,3 milliards de dollars) et des communautés autochtones (18 milliards de dollars). Toutefois, le gouvernement compte surtout sur l'efficacité de mesures nouvelles et élargies pour inciter de nombreux Canadiens à retourner au travail.

Pour que les perspectives des libéraux se réalisent, les fonds publics devront se rendre rapidement aux Canadiens et aux provinces, qui devront atteindre leurs objectifs. En même temps, une bonne part des dépenses de relance s'appuie sur un financement limité dans le temps pour aider le pays à sortir de la pandémie, avec une baisse du déficit prévu, qui passera à 101 milliards de dollars, ou 1 % du PIB du pays, en 2022-2023.



Notre analyse

Rebâtir de meilleures entreprises

Avec les difficultés continues liées aux confinements à l'échelle du pays, les libéraux ont du pain sur la planche pour inciter les employeurs à réembaucher bon nombre des travailleurs qu'ils ont dû licencier ou mettre à pied en raison de l'interruption de leurs activités. Des mesures comme le Programme d'embauche pour la relance économique du Canada, la réduction des frais des commerçants pour les opérations par carte de crédit et l'élargissement des programmes de subventions au loyer et de subventions salariales visent à aider les entreprises à réembaucher les travailleurs et à joindre les deux bouts.

Doter les entreprises des outils nécessaires pour demeurer compétitives dans l'économie numérique constitue également un objectif fondamental du budget. Le succès du programme *Digital Main Street* a incité le gouvernement à lancer des microsubventions pour aider les petites entreprises à adopter des technologies numériques et à embaucher davantage de jeunes professionnels qui maîtrisent ces technologies pour soutenir leur développement. Pour les grandes entreprises, le gouvernement a instauré des radiations jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars d'investissements en capital, notamment dans les secteurs des nouvelles technologies, des actifs numériques ou de la propriété intellectuelle.

L'autosuffisance et la résilience demeurent un thème clé intégré à la partie du budget liée aux soins de santé. Pour ne pas être à nouveau pris au dépourvu, le gouvernement investira 2,2 milliards de dollars au cours des sept prochaines années dans le secteur des sciences de la vie, dans le but manifeste de contribuer au développement et à la capacité nationale de production de vaccins.

Les entreprises qui mettent en œuvre des politiques vertes seront récompensées par ce budget. Le gouvernement débloque 1 milliard de dollars sur cinq ans pour des projets de grande envergure en matière de technologies propres, de même que 319 millions de dollars sur sept ans pour des projets de capture, d'utilisation et de stockage de carbone. En outre, le gouvernement réserve 1,5 milliard de dollars sur cinq ans pour mettre en place un fonds pour les combustibles propres, alors qu'il poursuit la mise en œuvre d'une norme sur ce type de combustibles.



Notre analyse

Aborder les enjeux sociaux de la relance

Les mesures visant à réduire les coûts sociaux de la pandémie constituent probablement les éléments les plus marquants de ce budget.

Inspiré du programme québécois qui existe depuis 1997, un système de garderies pancanadien sera progressivement mis en place dans tout le pays dans le but de réduire de moitié les coûts payés par les parents et de permettre à davantage de femmes de retourner au travail. L'accès à des services de garde réglementés à faible coût pourrait amener 240 000 nouveaux travailleurs sur le marché de l'emploi canadien et entraîner une augmentation du produit intérieur brut de 1,2 % sur 20 ans.

Près de 30 milliards de dollars devraient être dépensés pour mettre le système en place au cours des cinq prochaines années. Cela dépendra bien sûr des négociations à venir avec les provinces, dont le Québec, qui souhaitent une majoration de certains autres transferts, lesquels sont manifestement absents du budget.

Le gouvernement fédéral s'est également engagé à investir dans les infrastructures afin de stimuler le commerce, soutenir certaines communautés et mettre un terme aux déficits d'infrastructure qui perdurent. Il compte également accroître son aide au logement abordable et à l'éducation postsecondaire.

Avec toutes ces mesures, le gouvernement fédéral multiplie sans distinction les politiques économiques et les politiques sociales. Il reconnaît également que les impacts de la pandémie varient d'une personne à l'autre et d'une communauté à l'autre. La démarche préconisée par le gouvernement nécessitera cependant une réelle collaboration avec les provinces et les territoires. Les négociations à venir constitueront un test critique des compétences politiques de la ministre des Finances et seront déterminantes pour la suite des choses.



Notre analyse

Un budget électoraliste

Le budget 2021 est un budget électoraliste. En plus d'aborder des questions urgentes pour le gouvernement et de s'attaquer à la pandémie de COVID-19, les libéraux ont mis à l'avant-plan plusieurs sujets qui présentent un intérêt électoral, sans doute dans l'intention de séduire les électeurs si l'occasion se présentait.

Cela dit, à la lumière de l'intensité de la troisième vague, il est plus probable que les Canadiens iront aux urnes à l'automne plutôt qu'au printemps. La vaccination devrait être terminée, les mesures de soutien du revenu comme la Prestation canadienne de la relance économique arriveront à terme, et les entreprises seront passées de la Subvention salariale d'urgence du Canada à un nouveau programme de relance de l'emploi du gouvernement. À tous égards, le moment sera vraisemblablement opportun pour les libéraux du Canada.

Mais bien des choses peuvent se passer en quelques mois, et le budget donnera certainement lieu à de nombreuses critiques. Notons notamment l'absence d'une augmentation des transferts continus en matière de soins de santé, de tout progrès en matière d'assurance-médicaments, d'un impôt sur la fortune ou d'une cible budgétaire précise. Le chef du NPD, Jagmeet Singh, a déjà déclaré que son parti ne s'opposera pas au budget, mais il réclamera des mesures plus énergiques en ce qui concerne l'inégalité de la richesse et le changement climatique. On peut également s'attendre à ce que les conservateurs s'opposent aux dépassements de dépenses structurelles à long terme et à ce que le Bloc québécois critique l'intrusion du gouvernement fédéral dans les domaines de compétence traditionnels des provinces et l'absence de nouvelles dépenses en santé.



Et maintenant ?

Le gouvernement libéral cherchera à entamer le dialogue avec les entreprises, les organisations et les Canadiens afin de voir si le budget répond bien à leurs besoins. Il voudra en outre connaître leurs opinions quant à la façon de réaliser ces mesures de manière plus précise.

Les entreprises et les organisations devraient déjà réfléchir à leurs stratégies de représentation en vue des élections fédérales et à la manière dont elles peuvent faire progresser les politiques publiques. Y a-t-il un sujet qui pourrait devenir un enjeu électoral ? Quels sont les points que leurs membres, leurs clients, leurs partenaires, leur industrie ou leur secteur devraient faire valoir ? Comment peuvent-ils influencer les principaux partis politiques pour que ces derniers appuient leurs revendications les plus importantes ?

Navigator compte plus de 20 ans d'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de campagnes d'affaires publiques pour ses clients. Notre équipe chevronnée de professionnels des affaires publiques a conseillé des premiers ministres du Canada et provinciaux, des ministres ainsi que des maires à la grandeur du pays. Nous serions heureux de vous aider à élaborer un plan de représentation et de mobilisation sur mesure qui aidera votre entreprise, votre organisation ou vos membres à atteindre leurs objectifs.

Si vous souhaitez recevoir des conseils dans le contexte des élections fédérales à venir, n'hésitez pas à communiquer avec le bureau de Navigator à Ottawa à info@navltd.com.

NAVIGATOR

50, rue O'Connor, bureau 605
Ottawa, ON K1P 6L2
info@navltd.com



Graham Fox
DIRECTEUR PRINCIPAL

T 514-905-7869
M 514-518-0775
gfox@navltd.com



Matthew Barnes
CONSEILLER PRINCIPAL

T 416-642-6440
M 416-671-6288
mbarnes@navltd.com

**Perdre
n'est
pas une
option.^{MC}**